

No. 43076

**France
and
Slovenia**

Agreement on cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Slovenia for the capture and transfer of brown bears from Slovenia to France. Predjama, 30 September 2005

Entry into force: *29 March 2006 by notification, in accordance with article 15*

Authentic texts: *French and Slovene*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 2 October 2006*

**France
et
Slovénie**

Accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie pour la capture et le transfert d'ours bruns de la Slovénie vers la France. Predjama, 30 septembre 2005

Entrée en vigueur : *29 mars 2006 par notification, conformément à l'article 15*

Textes authentiques : *français et slovène*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 2 octobre 2006*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SLOVÈNE POUR LA CAPTURE ET LE TRANSFERT D'OURS BRUNS DE LA SLOVÉNIE VERS LA FRANCE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovène, ci-après dénommés les Parties contractantes,

Considérant que le Gouvernement de la République française, en application des conventions internationales, notamment de la convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, entend conserver et restaurer sur son territoire national la population d'ours bruns résidant dans la chaîne des Pyrénées,

Considérant que cette population ne compte plus qu'entre quatorze et dix-huit individus et que des études scientifiques ont montré qu'un transfert supplémentaire de quelques nouveaux individus serait favorable à la conservation de l'ours brun dans le massif des Pyrénées,

Considérant que des études génétiques ont montré que les ours bruns des Pyrénées et les ours bruns de Slovénie appartiennent à la même lignée,

Considérant que le Gouvernement de la République slovène a une bonne expérience de tels projets (Autriche - 1993, France 1996 - 97, Italie 1999 - 2002) et qu'une première collaboration entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovène, ayant eu lieu en 1996 et 1997, s'était montrée favorable à la conservation de l'ours brun dans le massif des Pyrénées,

Considérant qu'une évaluation analysant les conséquences prévisibles du transfert supplémentaire ainsi qu'une consultation du public ont été engagées par le Gouvernement de la République française,

Rappelant la mission confiée à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage par le Gouvernement de la République française et les compétences que le Gouvernement de la République slovène a confié à l'Institut forestier de Slovénie (Zavod za gozdove Slovenije),

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er

Le présent Accord a pour objet la capture des ours de l'espèce *Ursus arctos* sur le territoire de la République slovène et leur transfert en France en vue de leur remise en liberté dans le massif des Pyrénées françaises.

Article 2

Le Gouvernement de la République slovène s'engage à capturer lui-même ou à permettre la capture, avant le 31 août 2006, de cinq animaux subadultes ou jeunes adultes (dont

au moins quatre femelles) sur une ou plusieurs zones déterminées d'un commun accord par les deux Parties contractantes. Les trois premières captures auront lieu au printemps 2006 et concerneront des ours femelles.

Des captures ultérieures d'ours bruns peuvent être réalisées conformément au présent Accord, si elles sont nécessaires en vue d'assurer la conservation de la population d'ours bruns dans les Pyrénées ou si la capture de cinq animaux n'a pu aboutir en 2006.

Article 3

Les opérations de capture peuvent débuter à compter du 1er avril 2006, à une date arrêtée d'un commun accord entre les chefs d'équipes slovène et française de terrain. Elles peuvent être, le cas échéant, interrompues du fait des circonstances liées à la mise en oeuvre du plan français de restauration de la population ursine pyrénéenne, de la biologie des animaux et des précautions qu'il convient de prendre en vue d'assurer leur transfert dans des conditions optimales.

Article 4

Les animaux capturés, destinés à être transférés en France, sont des animaux jeunes, (âgés approximativement de 3 à 6 ans), en bon état de santé et en bonne condition physique. Les animaux capturés et destinés à être transférés en France ne sont pas des ours dits "familiers". On entend par ours familiaux des ours qui ne se comportent pas d'une manière naturelle (ou d'une manière craintive) en s'approchant de l'homme ou se laissent facilement approcher par l'homme.

Les animaux sont capturés, examinés et choisis lors de leur capture en fonction de ces critères. L'examen et le choix des animaux adéquats pour un transfert sont réalisés par les chefs responsables de l'équipe slovène et française de terrain ainsi que par les vétérinaires slovène et français.

Un animal capturé ne répondant pas à ces critères reste à la charge des membres de l'équipe slovène de terrain qui doivent capturer un nouvel animal.

La capture est réalisée à l'aide de pièges non traumatisants ou d'une technique de capture et de narcose d'ours en liberté.

Article 5

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas diffuser, pour des raisons de sécurité, les lieux exacts ni les dates de capture, à ne pas convoquer ou accepter la présence de médias lors de ces opérations, sauf décision prise d'un commun accord par les deux Parties contractantes.

Article 6

Les opérations de capture sont réalisées en présence d'une des personnes responsables de l'Institut forestier de Slovénie.

Article 7

Les animaux capturés subissent, préalablement à leur transport, les traitements anti-parasitaires nécessaires, suivant le protocole défini par le vétérinaire de l'équipe française.

Les prélèvements nécessaires à l'établissement d'un bilan sanitaire complet des animaux, qui sont réalisés lors de la capture, sont effectués par le vétérinaire de l'équipe française. Les résultats sont d'abord transmis aux autorités compétentes slovènes avant toute autre diffusion.

Article 8

Le Gouvernement de la République slovène fournit à l'équipe française qui participe à la capture et au transfert des ours capturés, toutes les informations et l'aide relatives à son travail.

L'équipe française de terrain est composée d'un biologiste, d'un vétérinaire, au maximum de trois assistants et exceptionnellement de toute autre personne nécessaire à la réalisation de l'opération.

Le Gouvernement de la République slovène facilite le logement de l'équipe française de terrain à proximité des lieux de capture et lui garantit les autorisations de libre circulation éventuellement nécessaires.

Article 9

Avant la capture, la République slovène fournit l'attestation de transfert des animaux au sein de l'UE, en accord avec l'article 9 du règlement du Conseil (CE) No 338/97 du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce. Au moment de la capture, un vétérinaire officiel du Gouvernement de la République slovène établit le certificat sanitaire nécessaire au transfert des animaux.

Article 10

Le Gouvernement de la République slovène s'engage à faciliter les démarches administratives et sanitaires de manière à ce que chaque animal puisse quitter le territoire slovène dans un délai maximum de six heures après sa capture.

Article 11

Le Gouvernement de la République slovène est responsable de l'animal durant sa capture, la mise en oeuvre de l'anesthésie nécessaire, jusqu'à son acceptation par le chef de l'équipe française de terrain et le vétérinaire de l'équipe française. Dès lors, le Gouvernement de la République française est responsable de l'animal, y compris de son transfert en France.

Article 12

Le Gouvernement de la République française s'engage à mettre en oeuvre toutes les mesures nécessaires à la protection et à la survie des ours, réintroduits dans le milieu naturel des Pyrénées, et pendant au moins trois ans, à effectuer un suivi adéquat des ours, pour veiller à leur bonne adaptation.

Article 13

Le Gouvernement de la République française s'engage à mentionner systématiquement la collaboration entre la France et la Slovénie, relative à cette opération dans tous les articles scientifiques ou les articles de presse dont la Partie contractante française a l'initiative. Parallèlement, elle s'engage à ce que la mise en liberté des animaux soit assortie d'un suivi scientifique et à informer régulièrement (au moins une fois par an, sous forme de compte-rendu) le Gouvernement de la République slovène de l'état d'avancement du programme de réintroduction et du sort de chaque animal relâché.

Article 14

Les frais financiers de l'opération sont déterminés pour chaque ours capturé dans un contrat, passé entre l'Office national de la chasse et de la faune sauvage et l'Institut forestier de Slovénie.

Article 15

Le présent Accord entre en vigueur le jour de la réception de la seconde des notifications par lesquelles les Parties s'informent mutuellement de l'accomplissement des procédures juridiques internes nécessaires à son entrée en vigueur.

Chacune des Parties contractantes peut dénoncer le présent Accord à tout moment, en notifiant cette intention à l'autre Partie contractante par voie diplomatique, au moins six mois avant l'arrêt souhaité de la validité du présent Accord.

Article 16

En cas de différend au sujet de l'interprétation et de l'application du présent Accord, les Parties contractantes s'efforcent de résoudre ce différend par voie de négociations ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix.

En Foi de Quoi, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Predjama le 30 septembre 2005 en deux exemplaires originaux en langues française et slovène, chacun des textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

NELLY OLIN

Ministre de l'Écologie et du Développement durable

Pour le Gouvernement de la République slovène :

JANEZ PODOBNIK

Ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire

[SLOVENE TEXT — TEXTE SLOVÈNE]

SPORAZUM MED VLADO FRANCOSKE REPUBLIKE IN VLADO REPUBLIKE
SLOVENIJE O SODELOVANJU ZA ODLOV IN PRESELITEV RJAVIH MEDVEDOV IZ
SLOVENIJE V FRANCIJO

Vlada Francoske republike in Vlada Republike Slovenije, v nadaljnjem besedilu pogodbenici, sta se

ob upoštevanju, da namerava Vlada Francoske republike z izvajanjem mednarodnih konvencij, še zlasti Konvencije o ohranjanju prostoživečega evropskega rastlinstva in živalstva in njenih naravnih življenjskih prostorov (Bernska konvencija), ohraniti in na svojem ozemlju obnoviti populacijo rjavega medveda v pogorju Pirenejev,

ob upoštevanju, da omenjena populacija ne šteje več kakor štirinajst do osemnajst osebkov in ker so znanstvene študije pokazale, da bi dodatna naselitev nekaj novih osebkov koristila ohranitvi rjavega medveda v Pirenejih,

ob upoštevanju, da so genetske študije pokazale, da rjavi medvedi iz Pirenejev in rjavi medvedi iz Slovenije pripadajo isti liniji,

ob upoštevanju, da ima Vlada Republike Slovenije dobre izkušnje pri takih projektih (Avstrija – 1993, Francija 1996–1997, Italija 1999–2002) in da se je prvo sodelovanje med Vlado Francoske republike in Vlado Republike Slovenije, ki je bilo v letih 1996 in 1997, pokazalo kot koristno za ohranitev rjavega medveda v Pirenejih,

ob upoštevanju, da Vlada Francoske republike pripravlja ocene z analizo predvidljivih posledic dodatne naselitve in se posvetuje s prebivalstvom,

ob sklicevanju na nalogo, ki jo je Vlada Francoske republike zaupala Nacionalnemu uradu za lov in divje živali (Office national de la chasse et de la faune sauvage), in pristojnosti, ki jih je Vlada Republike Slovenije zaupala Zavodu za gozdove Slovenije,

sporazumeli o naslednjem:

1. člen

Namen tega sporazuma je odlov medvedov vrste *Ursus arctos* na ozemlju Republike Slovenije in njihova preselitev v Francijo zaradi izpustitve v naravo v francoskih Pirenejih.

2. člen

Vlada Republike Slovenije se zaveže, da bo pred 31. avgustom 2006 sama odločila ali dovolila odlov petih nedoraslih ali mladih odraslih živali (od teh najmanj štiri samice), na enem ali več območjih, ki jih pogodbenici določita sporazumno. Prvi trije odlovi, ki bodo spomladi 2006, bodo odlovi samic.

Poznejši odlovi rjavih medvedov se lahko izvedejo v skladu s tem sporazumom, če bodo potrebni zaradi zagotavljanja ohranitve populacije rjavega medveda v Pirenejih ali če odlov petih živali v letu 2006 ne bo mogoč.

3. člen

Odlov se lahko začne s 1. aprilom 2006 na datum, ki ga soglasno določita vodji slovenske in francoske terenske ekipe. Prekinejo se lahko zaradi okoliščin, povezanih z izvedbo francoskega načrta ponovne vzpostavitve medvedje populacije v Pirenejih, zaradi bioloških lastnosti živali in previdnostnih ukrepov, ki jih je treba sprejeti zaradi zagotovitve njihove preselitve v najustreznejših razmerah.

4. člen

Odlovljene živali, namenjene preselitvi v Francijo, morajo biti mlade živali (stare približno 3 do 6 let) v dobrem zdravstvenem stanju in dobri telesni kondiciji. Odlovljene živali, namenjene preselitvi v Francijo, ne smejo biti tako imenovani "udomačeni" medvedi. Izraz udomačeni se nanaša na medvede, ki se ob približevanju človeka ne obnašajo naravno (ali boječe) ali se jim človek z lahkoto približa.

Živali se odlovijo, pregledajo in izberejo ob odlovu skladno z navedenimi merili. Ustrezne živali za preselitev pregledajo in izberejo vodja slovenske in francoske terenske ekipe ter slovenski in francoski veterinar.

Za ujeto žival, ki ne ustreza tem merilom, poskrbijo člani slovenske terenske ekipe, ki morajo odloviti novo žival. Odlov se opravi s pastmi, ki ne povzročajo poškodb, ali odlovom in omamljenjem medveda na prostosti.

5. člen

Pogodbenici se zavežeta, da zaradi varnosti ne bosta izdali točnih krajev in datumov odlova, da med odlovom ne bosta sklicali ali dopustili prisotnosti medijev, razen če pogodbenici tako odločitev sprejmeta sporazumno.

6. člen

Odlov se izvaja ob prisotnosti odgovorne osebe Zavoda za gozdove Slovenije.

7. člen

Ujete živali je treba pred prevozom protiparazitsko pregledati po postopku, ki ga določi veterinar francoske ekipe.

Vzorce, potrebne za ugotovitev celovitega zdravstvenega stanja živali, ob odlovu odvzame veterinar francoske ekipe. Izsledki se pred vsako drugo objavo najprej sporočijo pristojnim slovenskim organom.

8. člen

Vlada Republike Slovenije da francoski ekipi, ki sodeluje pri odlovu in prevozu odlovljenih medvedov, na voljo vse potrebne informacije in pomoč v zvezi z njenim delom.

Francosko terensko ekipo sestavljajo biolog, veterinar ter največ trije pomočniki in izjemoma druga oseba, potrebna za izvedbo odlova.

Vlada Republike Slovenije omogoči nastanitev francoske terenske ekipe v bližini krajev odlova in ji zagotovi morebitno dovoljenje za prosto gibanje.

9. člen

Pred odlovom Republika Slovenija priskrbi potrdilo o prenosu živali znotraj EU v skladu z 9. členom Uredbe Sveta (ES) št. 338/97 z dne 9. decembra 1996 o varstvu prostoživečih živalskih in rastlinskih vrst z zakonsko ureditvijo trgovine z njimi. Med odlovom uradni veterinar Vlade Republike Slovenije sestavi zdravstveno potrdilo, potrebno za preselitev živali.

10. člen

Vlada Republike Slovenije se zaveže, da bo omogočila take upravne in zdravstvene postopke, da bo lahko vsaka žival zapustila slovensko ozemlje najpozneje v šestih urah po njenem odlovu.

11. člen

Vlada Republike Slovenije je odgovorna za žival, dokler je ujeta, med izvedbo potrebne anestezije in dokler je ne sprejmeta vodja francoske terenske ekipe in veterinar francoske ekipe. Odtlej odgovornost za žival, vključno s prevozom v Francijo, prevzame Vlada Francoske republike.

12. člen

Vlada Francoske republike se zaveže, da bo izvajala vse potrebne ukrepe za varovanje in preživetje medvedov, preseljenih v naravno okolje Pirenejev, in da bo medvede ustrezno spremljala najmanj tri leta, da bi nadzorovala njihovo prilagajanje.

13. člen

Vlada Francoske republike se zaveže, da bo sistematično navajala sodelovanje med Francijo in Slovenijo v zvezi s to preselitvijo v vseh znanstvenih ali časopisnih člankih, pri katerih ima francoska pogodbenica pobudo. Obenem se zaveže, da bo izpustitev živali v naravo spremljala z znanstvenim nadzorom in da bo Vlada Republike Slovenije redno obveščala (vsaj enkrat letno v obliki poročila) o uresničevanju programa dodatne naselitve in usode vsake posamezne izpuščene živali.

14. člen

Finančni stroški se za vsakega ujetega medveda določijo s pogodbo, ki se sklene med Nacionalnim uradom za lov in divje živali in Zavodom za gozdove Slovenije.

15. člen

Ta sporazum začne veljati z dnem prejema poznejšega uradnega obvestila, s katerim se pogodbenici obvestita o izpolnjenih notranjpravnih postopkih za začetek njegove veljavnosti.

Vsaka pogodbenica lahko kadar koli odpove ta sporazum, tako da to namero sporoči drugi pogodbenici po diplomatski poti najmanj šest mesecev, preden želi, da bi ta sporazum prenehal veljati.

16. člen

Če pride med pogodbenicami do spora zaradi razlage in izvajanja tega sporazuma, si pogodbenici tak spor prizadevata rešiti s pogajanjem ali drugimi miroljubnimi sredstvi, ki jih izbereta sami.

V potrditev tega sta pooblaščenata predstavnika obeh vlad podpisala ta sporazum in dodala pečat.

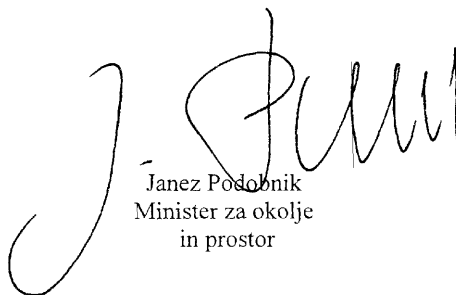
Sestavljeno v Predjani dne 30. septembra 2005 v dveh izvornikih v francoskem in slovenskem jeziku, pri čemer sta obe besedili enako verodostojni.

Za Vlado Francoske republike

Za Vlado Republike Slovenije



Nelly Olin
Ministrica za ekologijo
in trajnostni razvoj



Janez Podobnik
Minister za okolje
in prostor

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT ON COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF
THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC
OF SLOVENIA FOR THE CAPTURE AND TRANSFER OF BROWN
BEARS FROM SLOVENIA TO FRANCE

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Slovenia, hereinafter referred to as the Contracting Parties,

Mindful of the fact that the Government of the French Republic, in compliance with international agreements and in particular with the Berne Convention on the Conservation of European Wildlife and Natural Habitats, intends to conserve and restore on its national territory the population of brown bears living in the Pyrenees range,

Mindful of the fact that this population now numbers only between fourteen and eighteen individuals, and that scientific studies have shown that an additional transfer of a few new individuals would be beneficial to the conservation of brown bears in the massif of the Pyrenees,

Mindful of the fact, confirmed by genetic studies, that Pyrenean brown bears and Slovenian brown bears belong to the same breed,

Mindful of the fact that the Government of the Republic of Slovenia has ample experience of such projects (Austria 1993, France 1996-97, Italy 1999-2002) and that a first collaboration between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Slovenia, having taken place in 1996 and 1997, had proved beneficial to the conservation of brown bears in the massif of the Pyrenees,

Mindful of the fact that an analysis of the foreseeable consequences of an additional transfer, as well as a consultation of the public, have been carried out by the Government of the French Republic,

Recalling the duties entrusted to the National Office for Hunting and Wildlife (Office national de la chasse et de la faune sauvage) by the Government of the French Republic and the scope of action entrusted by Government of the Republic of Slovenia to the Forestry Institute of Slovenia (Zavod za gozdove Slovenije),

Have agreed as follows:

Article 1

The object of this Agreement is the capture of bears of the species *Ursus arctos* in the territory of the Republic of Slovenia and their transfer to France with a view to their release in the massif of the French Pyrenees.

Article 2

The Government of the Republic of Slovenia undertakes, before 31 August 2006, to capture or to permit the capture of five animals of sub-adult or young adult age (including

at least four females) in one or two areas chosen jointly by the Contracting Parties. The first three captures will take place in the spring of 2006 and will involve she-bears only.

Subsequent captures of brown bears may be effected under this Agreement if necessary in order to ensure the conservation of the population of brown bears in the Pyrenees or if the capture of five animals could prove impossible in 2006.

Article 3

Capture operations may begin after 1 April 2006 on a date jointly determined by the leaders of the French and Slovene field teams. The operations may, if necessary, be interrupted owing to circumstances connected with the implementation of the French plan for the restoration of the Pyrenean bear population, the biology of the animals or precautions that have to be taken in order to ensure their transfer under optimum conditions.

Article 4

The captured animals intended for transfer to France shall be young (aged approximately 3 to 6 years), in good health and in good physical condition. The animals captured and intended for transfer to France shall not be so-called "tame" bears. The expression "tame" is used to designate bears which do not behave naturally (i.e. timorously) when approaching human beings, or which allow themselves to be approached easily by human beings.

The animals shall be captured, examined and selected at the time of their capture on the basis of these criteria. The examination and selection of animals suitable for transfer shall be conducted by the leaders of the Slovene and French field teams and by Slovene and French veterinary surgeons.

An animal that does not meet the above criteria shall remain in the hands of the Slovene field team, which must capture another animal.

Captures shall be effected by means of non-wounding traps or of a technique whereby the bear is captured and anaesthetised at liberty.

Article 5

The Contracting Parties undertake, for safety reasons, not to publicise the precise place or date of captures and not to invite or allow the presence of the media during the operations, unless a decision to the contrary is taken jointly by both Contracting Parties.

Article 6

Capture operations shall take place in the presence of an official from the Forestry Institute of Slovenia.

Article 7

Prior to transport to France, the captured animals shall undergo the necessary anti-parasitic treatments in accordance with the protocol drawn up by the veterinary surgeon on the French team.

Samples required in order to establish a full report on the health of each animal shall be taken at the time of capture by the veterinary surgeon on the French team. Before being otherwise disseminated, the results shall first be transmitted to the competent Slovene authorities.

Article 8

The Government of the Republic of Slovenia shall provide the French team participating in the capture and subsequent transfer of the bears with all information and assistance pertaining to its work.

The French field team shall include a biologist, a veterinary surgeon, a maximum of three assistants and, on an exceptional basis, any other person needed to perform the operations.

The Government of the Republic of Slovenia shall facilitate the accommodation of the French field team near the location of the capture and shall guarantee the issuance of any permits for free circulation that may be required.

Article 9

Prior to capture, the Republic of Slovenia shall provide the certificate of transfer of species within the EU in accordance with article 9 of Council Regulation (EC) No 338/97 of 9 December 1996 on the protection of species of wild fauna and flora by regulating trade therein. At the time of capture, an official veterinary surgeon of the Government of the Republic of Slovenia shall draw up the health certificate required for the transfer of species.

Article 10

The Government of the Republic of Slovenia undertakes to facilitate the administrative and sanitary procedures so that each animal may leave Slovene territory within a period of a maximum of six hours after its capture.

Article 11

The Government of the Republic of Slovenia shall be responsible for the animal during its capture and the administration of the necessary anaesthetic until the animal's acceptance by the head of the French field team and the veterinary surgeon on the French team. From that moment onwards, the Government of the French Republic shall be responsible for the animal and for its transfer to France.

Article 12

The Government of the French Republic undertakes to take all necessary steps to ensure the protection and survival of the bears reintroduced into the natural environment of the Pyrenees, and for at least three years to arrange for appropriate monitoring of the bears' satisfactory adaptation.

Article 13

The Government of the French Republic undertakes to allude systematically to the collaboration between French and Slovenia in connection with this operation in all scientific articles or press reports in respect of which the French Contracting Party has the initiative. In parallel with the above, it also undertakes to ensure that the release of the animals will be followed by a scientific monitoring process and to inform the Government of the Republic of Slovenia regularly (at least once a year, by means of a report) of progress in the release programme and of the subsequent fate of each animal released.

Article 14

The operational costs shall be determined, for each bear captured, in a contract concluded between the French National Office for Hunting and Wildlife and the Forestry Institute of Slovenia.

Article 15

This Agreement shall enter into force on the date of receipt of the second of the notifications by which the Parties will have informed each other of the completion of the domestic legal procedures required to that end.

Either Contracting Party may denounce this Agreement at any time by announcing the intention to do so to the other Contracting Party, through diplomatic channels, at least six months before the desired termination of the validity of this Agreement.

Article 16

In the event of a dispute concerning the interpretation or implementation of this Agreement, the Contracting Parties shall endeavour to settle the dispute by means of negotiations or other peaceful means of their choice.

In witness whereof, the representatives of the two Governments, being duly authorized to do so, have signed this Agreement and have appended their seals thereto.

For the Government of the French Republic:

NELLY OLIN

Minister of Ecology and Sustainable Development

For the Government of the Republic of Slovenia:

JANEZ PODOBNIK

Minister of the Environment and Spatial Planning